



Si Versailles m'était confié

La présidence du domaine national, occupée depuis 2007 par Jean-Jacques Aillagon, est un poste très convoité.

Il pourrait être libre dans quelques mois...

PAR CLAIRE BOMMELAER

Ha! Les dîners culturels parisiens! Ces jours-ci, on y parle de Cannes, des dernières sorties de Frédéric Mitterrand, mais aussi de Versailles. La présidence du château, un des postes les plus convoités dans la culture, est de nouveau au centre d'un mercato politique. Depuis plusieurs jours, les conversations « donnent » pour acquise l'arrivée de Catherine Pégard, conseillère culture et communication de Nicolas Sarkozy. Ancienne journaliste, cultivée, âgée de 56 ans, c'est une femme de réseaux. Bien sûr, cette dernière refuse de commenter une rumeur. Qu'importe! Le milieu sait qu'il faudra bien finir par remplacer Jean-Jacques Aillagon l'actuel président. Non pas qu'il ne soit pas à sa place, ni qu'il manque de faconde : mais le 2 octobre 2011, il aura 65 ans, âge officiel de mise à la retraite. Aillagon - JJA pour les intimes - est mi-flatté mi-agacé que l'on guigne son fauteuil. « J'ai modestement l'im-

pression que j'ai donné une visibilité à Versailles et un magistère exceptionnel à la fonction de président : les ambitions que suscite Versailles en sont un signe », dit-il aujourd'hui.

Une affaire hautement diplomatique

D'ailleurs, déjà, d'autres noms que celui de Catherine Pégard circulent. Jean-François Hébert, le président du château de Fontainebleau? Adrien Goetz, le critique et historien de l'art? Christophe Beaux, le président de la Monnaie de Paris? Le producteur Patrick de Carolis? Il y a ceux qui veulent le poste, ceux qui laissent dire, ceux qui se retrouvent cités sans le vouloir. Il est, de toutes façons, assez flatteur de se trouver dans la *short list* : la présidence de Versailles est devenue, en quelques années, l'objet de toutes les convoitises. Ce n'est pas seulement *the place to be*, mais *the place to get*. Y être nommé équivaut à obtenir un bâton de maréchal, comme la présidence du Louvre ou de la BNF. « Au Louvre, analyse un connaisseur de la maison, il faut forcément un patron issu du corps des conservateurs, qui connaisse aussi bien l'art grec que la peinture du XIX^e. À l'Opéra, il faut forcément être du sérail. Versailles est un poste global, et donc très politique. C'est presque un poste d'ambassadeur. »

À 15 km de Paris, on y mène une vie à part, loin de la rue de Valois et du ministère de la Culture. Le domaine s'étend sur 1 000 hectares d'une beauté à couper le souffle et offre, si on le désire, une petite maison de fonction au milieu des marronniers et des statues.

La présidence de Versailles, prévient toutefois JJA, « n'est pas une sinécure ». Le domaine est une grosse PME, avec un budget de 100 millions



« ...
**Aujourd'hui,
le président
de Versailles
n'a de
compte
à rendre
à personne** »

OLIVIER DE ROHAN,
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ
DES AMIS DE VERSAILLES



Jean-Jacques Allagon et l'artiste japonais Takashi Murakami devant *Oval Buddha Gold*, dans le parc du château de Versailles en septembre 2010. PIERRE VERDY/AFP

d'euros. 900 salariés, dont bon nombre de fonctionnaires, y travaillent, et 800 autres sont sur place pour le compte de prestataires extérieurs : la journée, c'est une ruche. Il faut les gérer, rencontrer les organisations syndicales, tenir des comités techniques paritaires (CTP), comme dans toutes les structures publiques. Un faux pas et ce peut être la grève, une mauvaise gestion des gardiens et c'est la fermeture de salles au public - deux bêtes noires du monde muséal.

Développement du mécénat

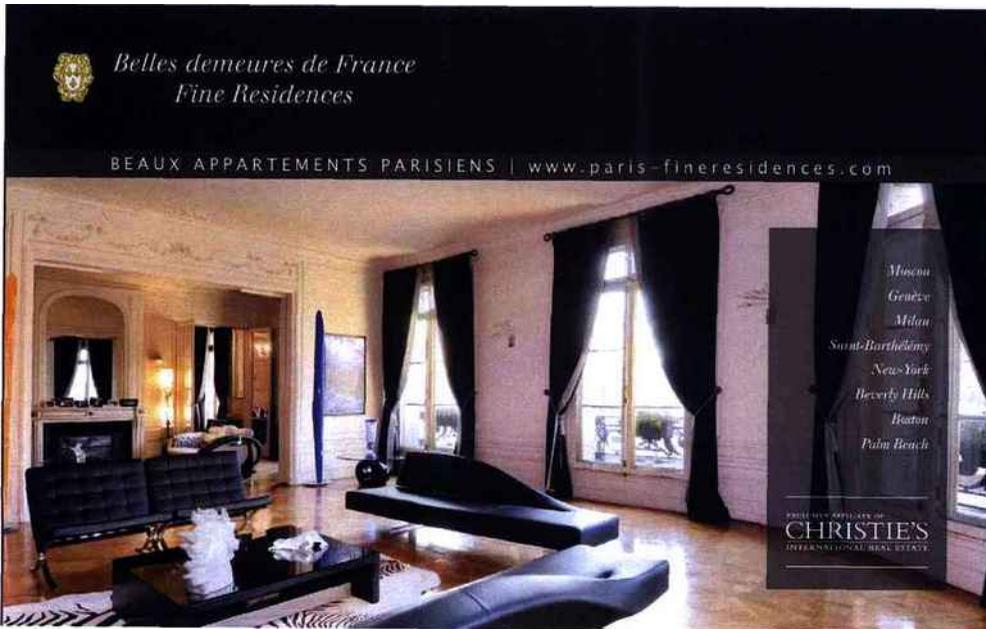
À côté de ces servitudes, il y a le versant glamour. Autrefois dévolu à un conservateur général du patrimoine, le poste est ouvert à tous les profils depuis 1995, année où le château a changé de statut juridique pour devenir autonome. Après Hubert Astier - qui a largement contribué à renforcer les prérogatives du patron de Versailles, c'est Christine Albanel (2003-2007) qui a relevé le gant de la présidence nouvelle version. Lancement du Grand Versailles (17 ans de travaux, 500 millions d'euros), réouverture du domaine de Marie-Antoinette, réinstallation de la grille dorée (si contestée à l'époque), démarrage d'une politique de mécénat, la mutation se développe début des années 2000. « Versailles s'est ouvert à l'extérieur, aux relations publiques, au mécénat, se rappelle un ancien, le niveau du budget et le nombre d'emplois ont crû du même coup. »

Sous Albanel, le chêne de Marie-Antoinette meurt et avec lui, un symbole du domaine. « J'ai été contactée par Nicolas Hayek, PDG de Breguet. Son entreprise avait été l'horloger de Marie-Antoinette et il voulait un morceau du chêne pour faire l'écrin d'une réplique de la montre de la reine », raconte-t-elle. « Je lui ai dit : prenez le bois qu'il vous faut. À partir de là, une histoire a démarré entre Versailles et Breguet. » L'entreprise donnera 5 millions d'euros pour la restauration du petit Trianon.

Depuis que Versailles est un établissement autonome, il faut impérativement créer des relations avec des mécènes. Si l'État continue de financer les investissements, il faut souvent trouver de l'argent pour le reste, qui se veut flamboyant : les acquisitions de mobilier comme le bureau de Marie-Antoinette (plus de 6 millions d'euros !), les restaurations du parc et des bassins, les expositions temporaires, les spectacles. Une grande exposition comme celle sur les Trônes, visible actuellement, réclame au moins deux ans de travail. Et ne se fait plus sans l'aide d'entreprises mécènes. Les convaincre « réclame une énergie considérable », témoigne Olivier Josse, directeur de cabinet de Jean-Jacques Aillagon. Opérations de séduction, voyages jusqu'au fin fond du Moyen-Orient, dîners somptueux ou au contraire « intimes », les relations avec les mécènes occupent une bonne partie de la semaine de JJA. Et de ses soirées : si Christine Alba-

nel ne sortait que « lorsque cela était nécessaire », Jean-Jacques Aillagon, selon Olivier Josse, « serait pris environ quatre soirs par semaine par des obligations professionnelles ».

En septembre 2008, lors du vernissage de l'exposition Jeff Koons, 150 convives, dont Maryvonne Pinault, Stella McCartney et Bernadette Chirac, furent invités à célébrer l'artiste. Tout le monde fut transporté en petit train : le domaine est vaste et les pavés de la cour incompatibles avec des escarpins. Deux ans plus tard, après l'exposition de l'artiste contemporain japonais Murakami, financée en partie par le Qatar, un grand dîner a été donné en l'honneur de la famille royale. On raconte que l'affaire, hautement diplomatique, a été très compliquée à monter : plusieurs ministres qatariens se sont annoncés au dernier moment, bouleversant ainsi des plans de table qui avaient été largement soumis au service du protocole de l'ambassade du Qatar. Et le jour même, 25 personnes supplémentaires - soit l'équivalent de deux ou trois tables - sont arrivées dans leur sillage. Mais ces changements de dernière minute sont passés inaperçus : depuis Louis XIV, on sait recevoir à Versailles.



Rock et shows équestres

La journée, people et têtes couronnées cèdent la place aux touristes. Ils sont 5,4 millions à franchir les grilles chaque année (7 millions, si l'on inclut ceux qui viennent dans le parc), dont 65 % d'étrangers. Il faut les recevoir correctement et aiguïser leur curiosité. On ne vient plus au musée comme avant, et les parents ne se contentent plus de montrer les Grandes Eaux à leurs enfants : le touriste est aussi devenu un consommateur de divertissements. On doit à Jean-Jacques Aillagon l'entrée massive de Versailles dans la société du spectacle. Outre les cartes blanches données à des artistes contemporains – au grand dam des visiteurs traditionnels –, le château accueille désormais dans ses murs opéras, shows équestres, performances de danse, concerts classiques ou même de rock. Vanessa Paradis a donné un concert intimiste l'année dernière dans l'Opéra royal. En juin, le chanteur M a donné un concert en plein air au bassin de Neptune. Cet été, Venise et Vivaldi seront à l'honneur, carnaval chic à l'appui. « Parfois, c'est du grand n'importe quoi », grogne Olivier de Rohan, à la tête de la Société des amis de Versailles jusqu'à l'année dernière, et dont les relations avec Aillagon étaient notoirement mauvaises. « Tout cela se fait, de plus, sans la moindre concertation. Aujourd'hui, le président de Versailles n'a de compte à rendre à personne. » Une liberté de faire, dénoncée récemment par la Cour des comptes, qui double l'intérêt du fauteuil : quelles sont les fonctions, dans la République, où l'on peut agir tranquillement sans avoir son ministre de tutelle sur le dos ? ■